



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Unité Départementale Meurthe-et-Moselle / Meuse**

**Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires
relatif à l'exploitation par la société VICAT d'un réchauffeur industriel (unité d'activation
d'argiles) implantée sur le territoire de la commune de Xeuilley**

**N° 2023-0265
AIOT : 0006200725**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
chevalier de la légion d'honneur
chevalier de l'ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux
- Vu** l'arrêté préfectoral 2006/206 du 21 avril 2006 modifié autorisant la société VICAT à poursuivre l'exploitation de la cimenterie située à Xeuilley ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire 2015-0354 du 31 octobre 2017 mettant à jour les prescriptions à respecter pour la poursuite d'exploitation par la société VICAT de sa cimenterie à Xeuilley ;
- Vu** l'arrêté préfectoral 2021/1110 du 04 janvier 2022 portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation par la société VICAT d'un réchauffeur industriel (unité d'activation d'argiles) implantée sur le territoire de la commune de Xeuilley;
- Vu** la demande de modification des installations autorisées en ce qui concerne une fraction des combustibles utilisés dans le cadre du fonctionnement du réchauffeur industriel (unité d'activation) alimenté notamment par des déchets non dangereux pour produire des biens matériels (argiles activées) sur le territoire de la commune de Xeuilley portée à la connaissance du Préfet de Meurthe-et-Moselle le 03 novembre 2022;
- Vu** la demande de modification des installations autorisées en ce qui concerne le broyeur ciment Xeuizer utilisé dans le cadre de la fabrication de clinker et des argiles activées (modification du système de ventilation, des séparateurs et de la cheminée associée) portée à la connaissance du Préfet de Meurthe-et-Moselle le 17 mars 2023;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées référencé SAF/IP/0574_2023 en date du 11 mai 2023 ;
- Considérant** que les modifications des conditions d'exploitation décrites ci-dessus, portées à la connaissance du Préfet de Meurthe-et-Moselle sont notables mais non substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;
- Considérant** qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions techniques encadrant l'activité par arrêté préfectoral pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement, pour tenir compte de ces modifications ;
- Considérant** qu'un avis du Conseil Départemental de l'Environnement des Risques Sanitaires et Technologiques n'est pas requis dans la mesure où l'arrêté préfectoral complémentaire ne prescrit pas de nouvelles dispositions techniques et n'abroge pas de dispositions existantes.
- Considérant** que le respect des prescriptions fixées est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'Environnement ;

ARRETE

Article 1er : Champ et portée du présent arrêté

Les dispositions de l'arrêté préfectoral 2006/206 du 21 avril 2006 modifié autorisant la société VICAT à exploiter une cimenterie sur le territoire de la commune de Xeuilley sont complétées par les prescriptions du présent arrêté.

La société VICAT, dont le siège social est situé 4 rue Aristide Bergès – 38 080 L'Isle D'Abeau, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour son site de Xeuilley.

Article 2 : Liste des activités concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées (rubriques des activités)

L'article 1 recensant les rubriques de classement des installations autorisées de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006/206 du 21 avril 2006 modifié est rectifié comme suit:

Rubrique	Libellé de la rubrique	Activité exercée (nature et capacité)	Régime (1)
2515	Installations de broyage, concassage, criblage, (...) en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation (...). La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	La puissance totale de l'ensemble des machines utilisées dans le cadre de : -la fabrication de ciment, -la fabrication d'argiles activées est de 17 MW	E
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910	Installations, de co-incinération de déchets non dangereux, utilisées dans le cadre de : -la fabrication de ciment, -la fabrication d'argiles activées	A
3520	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux avec une capacité de : - 19 tonnes/heure dans le four LEPOL et, - 2,9 tonnes/heure dans l'unité d'activité (réchauffeur industriel) La capacité de traitement totale est de 21,9 tonnes/heure	A
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	- Broyeur cru : 13,96 MW - Broyeur charbon : 2,6 MW - Chaudière atelier : 0,1 MW - Four LEPOL: 87 MW -Unité d'activation (réchauffeur industriel) : 12,3 MW La puissance thermique totale est de 115,9 MW	A

4801	<p>Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 500 t</p>	<p>- Stockage extérieur de charbon et coke de pétrole d'une capacité de 500 tonnes,</p> <p>- 1 trémie (unité de réception) de charbon et coke de pétrole: 40 tonnes</p> <p>- 2 trémies (stockage) de 400 tonnes chacune</p> <p>- 2 silos (sortie de l'unité de broyage) pour le stockage de charbon ou coke de pétrole broyé ou lignite de 30 tonnes chacune</p> <p>- 1 silo de lignite : 500 tonnes</p> <p>- 1 trémie de stockage de charbon, coke de pétrole (Argilor) ou de lignite : 18 tonnes</p> <p>Quantité susceptible d'être présente 1918 tonnes.</p>	A
------	--	---	---

(1) : A (Autorisation), E (Enregistrement)

Article 3 : Consistance des installations liées au process d'activation des argiles

L'article II-Bis.2 relatif à la consistance des installations liées au process d'activation des argiles de l'arrêté préfectoral complémentaire 2021/1110 du 04 janvier 2022 est remplacé comme suit :

L'unité d'activation sèche à haute température (850 °C) les argiles brutes provenant de la carrière de Xeuilley et produit annuellement au maximum 120 000 tonnes d'argiles activées (400 à 525 tonnes/jour). L'unité d'activation fonctionne au maximum 7 200 heures par an soit 300 jours (24h/24h).

Le réchauffeur industriel co-incinère des déchets non dangereux (80 % à 90 %) et du charbon/coke de pétrole ou du lignite ou du gaz naturel. L'exploitant privilégiera le gaz naturel au charbon/coke de pétrole, ou le lignite dans les phases de démarrage. La quantité journalière maximale de déchets non dangereux utilisée dans le process est de 62,6 tonnes.

Les argiles activées sont incorporées au ciment produit par la cimenterie en substitution du clinker.

Les installations classées et connexes utilisées pour produire des argiles activées sont :

- Une zone de stockage des argiles brutes à l'abri des intempéries (fermée sur 3 côtés au moins)
- Une zone de stockage des combustibles. Les déchets non dangereux sont entreposés séparément avant leur utilisation, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
- Le charbon /coke de pétrole ou le lignite est stocké dans un silo de 25 m³ équipé de dispositifs de contrôle et de sécurité suivants : dispositif de mesure de température/CO/O₂/CH₄ avec report d'alarme en salle de contrôle, un dispositif d'inertage au CO₂ et un évent d'explosion ;
- Un concasseur pour réduire la granulométrie des argiles brutes ;
- Un réchauffeur industriel (unité d'activation) ;
- Deux silos de stockage des argiles activées ;
- Un système de transport pneumatique sous les silos vers l'unité de broyage et de mélange de la cimenterie pour produire du ciment à base d'argiles activées ;
- Une zone de stockage du bicarbonate de sodium (70 m³) , pour le traitement des SO_x, confinée (récipients, silos, bâtiments fermés) tenue à l'écart des produits incompatibles ;

- Un réservoir de solution ammoniacale sur rétention pour le traitement des NOx (40 m³) ;

Le traitement des fumées de combustion de chaque ligne de la chaufferie est réalisé par l'intermédiaire de :

- Un filtre à manche (traitement des poussières) ;
- Un second filtre à manche avec injection de bicarbonate de sodium en voie sèche (traitement des SOx) ;
- Un RTO (Oxydateur thermique régénératif pour le traitement des COT) ;
- Une installation SCR (Réduction catalytique sélective pour le traitement des NOx).

Article 4 : Conduits et installations raccordées – conditions de rejets

L'article II-Bis.3.d de l'arrêté préfectoral complémentaire 2021/1110 du 04 janvier 2022 est complété, comme suit, pour intégrer le broyeur ciment Xeuzeur utilisé à la fois dans la fabrication de ciment et dans la fabrication d'argiles activées et, l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2015-0354 du 31 octobre 2017 est rectifié en ce qui concerne ledit broyeur comme suit :

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur minimale (en mètre)	Diamètre maximal au débouché (en mètre)	Vitesse minimale d'éjection des gaz de combustion (en m/s)	Débit maximal en Nm³/h
1	Réchauffeur industriel co-incinérant des déchets non dangereux	90	2,8	8	22132
2	Broyeur ciment Xeuzeur	42,5	1,8	8	105000

Article 5 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1er du présent arrêté de se conformer à la présente injonction préfectorale, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 6 : Recours

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case officielle n° 38 – 54036 NANCY Cedex, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présentes pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télé-recours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 7 : Execution

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la Société Vicat

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Xeulilly

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Nancy le

12 JUIN 2023

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général



Julien LE GOFF

